

ARCHIVES ET DROITS DE L'HOMME

Nouvelles de la Section des archives et des droits de l'homme ***Lauréat du Premio Internacional Derechos Humanos 2020 de la Asociación pro Derechos Humanos de España***

Numéro 155, novembre 2022 155, novembre 2022

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson

Commentaire.

Les tentes s'étendent à perte de vue : toits bleus, toits blancs, toits fauves se fondant dans les chemins de terre entre les tentes. Al-Hol : camp de réfugiés, centre humanitaire, camp d'internement, centre de détention, prison ?

Situé dans le nord-est de la Syrie, en novembre 2022, ce lieu connu sous le nom de camp d'Al-Hol abrite plus de 53 000 personnes de 60 nationalités différentes. Pendant la guerre complexe en Syrie au milieu des années 2010, les Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance entre les milices kurdes et arabes, ont capturé la ville d'Al-Hol des mains d'ISIS, et en avril 2016, l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES) a ouvert le camp d'Al-Hol pour les réfugiés. Au fur et à mesure que de nouveaux territoires étaient repris à ISIS, les familles des combattants présumés d'ISIS ont été emmenées à Al-Hol, et la population du camp a grimpé en flèche pour atteindre environ 73 000 personnes. Elle est aujourd'hui d'environ 57 000 personnes, dont 11 000 sont des ressortissants étrangers logés séparément de la population syrienne. Les enfants représentent environ 64 % de la population du camp.

Al-Hol est administré conjointement par AANES et SDF. Dans un rapport cinglant publié en novembre, Médecins sans frontières (MSF) s'est appuyé sur les expériences et les témoignages de ses patients, de son personnel et de manière générale, de la population d'Al-Hol pour conclure qu'Al-Hol est "un camp de détention, plus qu'un camp humanitaire, où les déplacements à l'intérieur et à l'extérieur du camp sont limités, où les gens sont privés de leurs droits. Ils n'ont pas accès à des moyens de subsistance et continuent d'être détenus dans des conditions proches de celles d'une prison, avec un accès très limité aux services de base et sans possibilité de sortie. »

<https://www.msf.org/danger-and-desperation-syria%E2%80%99s-al-holcamp-report-msf>

À l'avenir, si un chercheur souhaite trouver des documents relatifs à ce camp inhumain, où les trouvera-t-il ? Tout d'abord, bien sûr, il y aurait les documents relatifs à l'administration du camp conservés par les deux autorités responsables, l'AANES et le SDF. Enregistrent-ils, comme l'exigent les Conventions de Genève de 1949, les données personnelles des personnes privées de liberté ? Enregistrent-ils un bébé après sa naissance avec un nom et une nationalité, comme l'exige la Convention relative aux droits de l'enfant ? L'administration du camp devrait avoir des dossiers sur les demandes des personnes cherchant à quitter Al-Hol, une procédure qui exige que la personne soit en possession de documents civils, ce qui est impossible pour de nombreux résidents.

Les chercheurs trouveront également des informations dans les archives de la ville voisine de Deir Ezzor, de son Conseil civil et des organisations de la société civile, qui ont tous traité de l'impact d'un grand camp dans la région.

<https://impactres.org/al-hol-camp/>

Le gouvernement provincial et peut-être le gouvernement national ont également des archives.

Pour ce qui est des Nations Unies, au moins dix de ses composantes travaillent en Syrie, dont un grand nombre à Al-Hol ; par ailleurs le Fonds humanitaire syrien administré par les Nations Unies alloue des fonds pour le travail en Syrie à 21 ONG internationales et 21 ONG nationales, dont quelques-unes au moins travaillent sans aucun doute dans le camp, ainsi que le Comité international de la Croix-Rouge, le Croissant-Rouge arabe syrien et le Croissant-Rouge kurde, et de grandes ONG internationales comme MSF, Mercy Corps et l'International Rescue Committee (sur les dangers encourus par les travailleurs humanitaires dans le camp d'Al-Hol, voir <https://syrianobserver.com/news/75252/ngos-withdraw-from-syrias-al-hol-campfollowing-unidentified-attack.html>). Toutes auraient des dossiers pertinents.

Il existe également des dossiers dans les gouvernements nationaux du monde entier. Tout d'abord, bien sûr, les nations qui faisaient partie de la coalition mondiale dirigée par les États-Unis contre ISIS, qui ont toutes des dossiers sur le camp et ses occupants. D'autres nations font ou faisaient des dons aux ONG travaillant dans les camps et ont parrainé leurs propres agences d'aide, comme le Conseil norvégien pour les réfugiés, pour qu'elles y travaillent. Les nations dont les citoyens figurent parmi les détenus étrangers d'Al-Hol auront des archives sur la décision de les rapatrier ou non et, dans certains cas, sur la décision de priver les personnes internées de leur citoyenneté (voir, par exemple, le cas du Royaume-Uni <https://www.theguardian.com/politics/2022/jan/26/uk-unlawfully-stripped-woman-of-citizenship-without-telling-her-court>).

Les organisations syriennes à l'extérieur du pays, telles que l'Observatoire syrien des droits de l'homme, le Réseau syrien des droits de l'homme et le Centre syrien pour la justice et la responsabilité, disposent de documents, tout comme les centres universitaires d'étude du Moyen-Orient. Les médias qui couvrent Al-Hol et d'autres camps en Syrie ont des documents publiés et non publiés, tout comme les journalistes qui ont travaillé sur le sujet. Et, bien sûr, les individus, y compris les détenus d'Al-Hol, leurs familles et leurs avocats (s'ils en ont), ainsi que les travailleurs humanitaires, disposent de documents personnels.

En résumé, nous ne manquons pas de ressources pour raconter l'histoire d'Al-Hol. Avons-nous aussi les moyens de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils mettent fin à la détention de personnes dans le trou connu sous le nom d'Al-Hol ?

<https://syrianobserver.com/resources/80009/us-encourages-countries-to-repatriate-nationals-from-ne-syria.html>

Nouvelles internationales.

Cour européenne des droits de l'homme. La cause de la mort, en 1987, du premier ministre de la province allemande du Schleswig-Holstein reste controversée. Dans l'affaire *Saure c. Allemagne*, la Cour, à une majorité de 4 juges contre 3 a jugé que le refus par le gouvernement allemand, pour des raisons de sécurité nationale, de la demande d'un journaliste d'accéder physiquement aux dossiers du Foreign Intelligence Service sur l'affaire n'a pas violé les droits

de liberté d'expression du journaliste. La Cour a déclaré "qu'elle n'était pas bien équipée pour contester le jugement des autorités nationales concernant l'existence de considérations de sécurité nationale." Une dissidence vigoureuse des juges de la minorité a déclaré : "L'approche strictement procédurale de la majorité signifie que la Cour elle-même a également manqué une occasion d'enrichir notre jurisprudence sur les questions de mémoire historique dans un contexte de sécurité nationale." Merci à Antoon De Baets pour le lien.

[https://hudoc.echr.coe.int/eng/?i=001-220570#{%22itemid%22:\[%22001-220570%22\]}](https://hudoc.echr.coe.int/eng/?i=001-220570#{%22itemid%22:[%22001-220570%22]})

Parlement européen. "Un rapport du Parlement européen qui s'est penché sur l'utilisation de Pegasus et d'autres logiciels d'espionnage similaires à travers l'Europe a conclu que la technologie faisait "partie intégrante" d'un système visant à contrôler les citoyens", a rapporté *BIRN*. Le rapport indique que la Pologne, la Hongrie, la Grèce et l'Espagne utilisent de tels logiciels d'espionnage et que "les résultats des élections nationales et du Parlement européen pourraient avoir été affectés par l'utilisation de ces logiciels".

<https://balkaninsight.com/2022/11/09/ep-report-poland-hungary-used-pegasus-to-control-citizens/>

Cour internationale de justice (CIJ)/Nations unies. Le comité de décolonisation des Nations unies a "adopté un projet de résolution palestinien demandant un avis consultatif à la Cour internationale de justice" sur "l'occupation prolongée, la colonisation et l'annexion du territoire palestinien" par Israël, rapporte *Reuters*. La CIJ avait jugé en 2004 "que la barrière de séparation israélienne était illégale".

<https://www.reuters.com/world/middle-east/un-votes-ask-icj-opinion-israels-occupation-2022-11-11/>

Nations Unies. La Haute Cour de Johannesburg a décidé qu'"un groupe de rapporteurs spéciaux [RS] et des groupes de travail des Nations unies peut intervenir dans un litige portant sur l'autorisation d'une action collective contre Anglo American South Africa au nom des victimes de saturnisme autour de la mine de Kabwe en Zambie". Les avocats du groupe représentant une classe de victimes ont estimé que "140 000 enfants zambiens et femmes en âge de procréer" ont été affectés. Les RS autorisés sont ceux sur les droits de l'homme sur les questions des produits toxiques, de l'extrême pauvreté et des personnes handicapées ; les groupes de travail de l'ONU sont ceux sur la discrimination contre les femmes et les filles et les entreprises et les droits de l'homme.

<https://www.leighday.co.uk/latest-updates/news/2022-news/court-rules-united-nationsagencies-can-intervene-in-kabwe-lead-poisoning-class-action/>

<https://www.macaubusiness.com/un-experts-to-contribute-in-zambian-leadpoisoning-case/>

Trois rapporteurs spéciaux des Nations unies ont envoyé une lettre « exprimant leurs préoccupations concernant la contamination de l'eau par la mine d'or de Veladero, dans le nord-ouest de l'Argentine » aux gouvernements argentin, canadien et chinois, ainsi qu'aux deux sociétés minières exploitant le site, Barrick Gold et Shandong Gold. Les RS ont déclaré que les déversements répétés de produits chimiques toxiques utilisés dans le traitement de l'or « ont été exposés et systématiquement documentés par l'Assemblée Jachal No Se Toca, un groupe de citoyens concernés en aval de la mine qui s'est formé après le premier déversement en décembre 2015. » La lettre indique que le gouvernement argentin et Barrick Gold « doivent permettre l'accès à l'information ainsi que la transparence sur les déversements, les mesures prises pour s'assurer que la société respecte la loi et celles qui ont été mises en œuvre pour remédier aux dommages environnementaux et aux violations des droits de l'homme, et toute mesure prise pour prévenir de futurs déversements ».

<https://mailchi.mp/reformbcmining/press-release-barrick-in-charge-abuses-north-mara-595937?e=595ab1dc2c>

Selon un rapport de l'ONU Femmes et de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, "la majorité des homicides de femmes sont des meurtres liés au genre - et les estimations peuvent sous-estimer le problème car dans quatre cas sur dix, les informations enregistrées sont incomplètes." Le rapport a souligné qu'"en 2021, sur l'ensemble des 192 États membres de l'ONU, 173 ont communiqué des données sur le nombre total de victimes d'homicide ou d'autres actes criminels pour au moins une année depuis 2010. Cependant, alors que les données sur le nombre total d'homicides sont assez largement disponibles - même si ce n'est pas toujours en temps voulu - les données sur les victimes d'homicide ventilées par sexe sont enregistrées beaucoup moins fréquemment. En 2021, seuls 133 États membres des Nations unies ont communiqué des données qui distinguent les victimes d'homicide masculines et féminines." En mars 2022, la Commission de statistique des Nations Unies a approuvé un "Cadre statistique pour mesurer les meurtres de femmes et de filles liés au genre (*femicide*/féminicide)".

https://www.unwomen.org/sites/default/files/2022-11/Gender-related-killings-of-women-and-girlsimproving-data-to-improve-responses-to-femicide-feminicide-en.pdf?utm_source=PassBlue+List&utm_campaign=9e69fdcf00RSS_PassBlue&utm_medium=email&utm_term=0_4795f55662-9e69fdcf00-55008469

Lors d'une session spéciale d'urgence de l'Assemblée générale sur la guerre de la Russie avec l'Ukraine, les membres ont adopté une résolution "créant un registre des dommages subis par les Ukrainiens", rapporte *PassBlue*. La résolution indique que l'Assemblée générale "recommande la création par les États membres, en coopération avec l'Ukraine, d'un registre international des dommages qui permettra de consigner, sous forme documentaire, des preuves et des informations sur les réclamations concernant les dommages, les pertes ou les préjudices causés à toutes les personnes physiques et morales concernées, ainsi qu'à l'État ukrainien, par les actes internationalement illicites de la Fédération de Russie en Ukraine ou contre l'Ukraine, ainsi que pour promouvoir et coordonner la collecte de preuves". Les détails n'ont pas encore été annoncés, notamment qui sera en charge du registre.

https://www.passblue.com/2022/11/18/trending-un-news-week-ending-nov-18/?utm_source=PassBlue+List&utm_campaign=d60fc123a2RSS_PassBlue&utm_medium=email&utm_term=0_4795f55662-d60fc123a2-55008469

Un rapport de la Clinique internationale des droits de l'homme de la Harvard Law School et d'Opres Roma Kosovo indique que "L'ONU a manipulé ses propres mécanismes de responsabilité pour empêcher que justice soit rendue aux réfugiés roms, ashkali et égyptiens des Balkans qui ont été empoisonnés alors qu'ils vivaient dans des camps gérés par l'ONU au Kosovo, situés sur des terres contaminées par le plomb d'une mine voisine", rapporte *BIRN*. Bien que le Groupe consultatif sur les droits de l'homme (HRAP) de l'ONU ait recommandé en 2016 que l'ONU verse une "compensation adéquate" aux victimes, l'ONU n'a pas suivi la recommandation du HRAP. Pour le contexte, voir *HRWG News* 2016-07.

<https://hrp.law.harvard.edu/wp-content/uploads/2022/11/HLS-IHRC-ORK-Toxic-Injustice-Final-English.pdf>
<https://balkaninsight.com/2022/11/09/un-denied-justice-to-lead-poisoned-kosovo-roma-refugees-report/>

Organisation mondiale de la santé (OMS). L'OMS a publié un rapport sur l'*État de la santé buccodentaire dans le monde*, offrant "des données sur le nombre de cas de maladies bucco-dentaires et les taux de mortalité dans 194 pays, mettant en évidence les différences de prévalence des problèmes de santé bucco-dentaire entre les différentes régions", rapporte *STAT*. Étonnamment, les données montrent que "parmi les pays à revenu élevé, moyen et faible, la prévalence des principales maladies bucco-dentaires, à l'exception des cancers de la bouche, ne diffère pas beaucoup".

https://www.statnews.com/2022/11/21/oral-health-who-report/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=4a971b44c5MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-4a971b44c5-149736437

Nouvelles mondiales/générales.

Économie. Le groupe d'experts de haut niveau des Nations unies sur les engagements d'émissions nulles de gaz à effet de serre des entités non étatiques a publié son rapport initial. (Par "émission nulle", on entend l'équilibre entre les gaz à effet de serre émis dans l'atmosphère et ceux qui en sont retirés.) L'une des dix recommandations du groupe était d'exiger des acteurs non étatiques (principalement des entreprises) qu'ils augmentent la transparence et la responsabilité de leurs opérations à mesure qu'ils progressent vers l'émission nulle. Parmi les recommandations de cette catégorie figure celle-ci : "Les acteurs non étatiques doivent divulguer chaque année leurs données sur les gaz à effet de serre, leurs objectifs d'émission nulle et les plans pour atteindre ces objectifs, ainsi que les progrès réalisés dans ce sens, et d'autres informations pertinentes par rapport à leur base de référence, ainsi que des données comparables pour permettre un suivi efficace des progrès vers leurs objectifs d'émission nulle. Les acteurs non étatiques doivent communiquer leurs données dans un format normalisé et ouvert et via des plateformes publiques qui alimentent le portail mondial d'action pour le climat de la CCNUCC afin de remédier aux lacunes, aux incohérences et à l'inaccessibilité des données qui ralentissent l'action climatique.

https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/high-level_expert_group_n7b.pdf?utm_source=PassBlue+List&utm_campaign=e4915614e7-RSS_PassBlue&utm_medium=email&utm_term=0_4795f55662-e4915614e7-55008469

Volker Turk, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a envoyé une lettre ouverte à Elon Musk, le nouveau propriétaire de Twitter. Il y énumère "six principes fondamentaux du point de vue des droits de l'homme", puis écrit : "Les responsabilités de Twitter en matière de respect des droits de l'homme et de lutte contre les effets négatifs de ses activités sur les droits de l'homme sont exposées plus en détail dans les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et dans le projet B-Tech de mon bureau, qui vise à appliquer ces principes dans la pratique au sein du secteur technologique."

https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/press/2022-11-05/22-11-05_Letter_HC_to_Mr_Elon_Musk.pdf?utm_source=PassBlue+List&utm_campaign=e4915614e7-RSS_PassBlue&utm_medium=email&utm_term=0_4795f55662-e4915614e7-55008469

Les quatre veuves nigérianes qui avaient intenté un procès à Shell pour obtenir des dommages et intérêts après l'exécution de leurs maris par le gouvernement nigérian en 1995 ont abandonné leurs poursuites, rapporte *Reuters*. En mars, un tribunal néerlandais a jugé "qu'il n'y avait pas

suffisamment de preuves pour étayer l'affirmation des veuves selon laquelle Shell avait soudoyé des témoins pour qu'ils fassent un faux témoignage lors du procès qui a conduit à l'exécution des hommes". Un avocat des veuves a déclaré : "Plutôt que de se concentrer sur l'appel, des initiatives sont maintenant développées afin de fournir à ces femmes une aide financière de base." En mars, le tribunal avait rejeté les demandes de divulgation des veuves pour plus de dossiers Shell. Pour le contexte, voir *SAHR News* 2022-03.

<https://www.reuters.com/world/nigerian-widows-end-their-case-netherlands-against-shell-2022-11-07/>

Vingt et un ressortissants tanzaniens ont porté plainte devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario contre la société minière canadienne Barrick Gold "pour de graves violations des droits de l'homme à la mine d'or North Mara de la société en Tanzanie", a rapporté RAID, une ONG britannique. Les dernières recherches de RAID, menées entre avril et octobre 2022, ont fait état de deux personnes tuées et 18 blessées rien que depuis le début de l'année 2022, ce qui porte le total depuis que Barrick a acquis la mine en 2006 à "au moins 77 personnes tuées et 304 blessées, souvent à plusieurs reprises, par la police chargée de la sécurité de la mine". RAID a déclaré qu'au cours de ses neuf missions de recherche dans la région, elle a mené plus de 178 entretiens, y compris avec un dénonciateur de l'équipe de sécurité interne de la mine. <https://www.raid-uk.org/blog/tanzanian-human-rights-victims-file-first-ever-legal-case-canada-against-barrick-gold>

Les ONGs Amis de la Terre France et Sherpa ont déposé une plainte devant le tribunal civil de Paris contre la compagnie pétrolière française Perenco S.A. concernant les activités de l'entreprise en République démocratique du Congo. "Torchage illégal de gaz, vieux pipelines traversant des rivières, mauvais entretien des installations pétrolières entraînant de fréquents déversements de pétrole brut dans l'environnement, incinération et mise en décharge des déchets pétroliers sans traitement préalable : de nombreux rapports dénoncent des pratiques particulièrement dangereuses pour l'environnement et la santé des communautés locales. Plusieurs études scientifiques, ainsi que des enquêtes d'OSC [organisations de la société civile] congolaises et internationales, et même un rapport de la commission d'enquête du Sénat congolais révèlent une pollution chronique de l'eau, de l'air et des sols". La plainte demandait à la Cour "d'ordonner à la société de prendre des mesures pour mettre fin aux atteintes à l'environnement et pour prévenir tout dommage futur à l'environnement". En mars, la Cour de cassation avait jugé que les deux ONG étaient autorisées par la loi française à avoir accès aux documents internes détenus par Perenco France "afin de déterminer son rôle dans les activités dénoncées comme nuisibles à l'environnement en République démocratique du Congo." Pour le contexte, voir *SAHR News* 2022-03.

<https://www.asso-sherpa.org/perenco-environmental-damage-drc>

"La plus grande entreprise de viande du monde, JBS, a admis avoir acheté près de 9 000 bovins" à un agriculteur que les procureurs ont décrit comme "l'un des plus grands déforesteurs du Brésil". Cet aveu est intervenu après que l'équipe de reportage de *Reporter Brasil* et de l'ONG Greenpeace's *Unearthed* a montré à JBS des images satellites de l'élevage du bétail et les registres d'achat. "JBS a déclaré avoir été victime d'une fraude de blanchiment de bétail et a compris que les vaches avaient été élevées dans une ferme 'propre'." L'ONG brésilienne Imazon "estime que 90 % des terres amazoniennes déboisées sont occupées par des pâturages pour le bétail." Pour le contexte, voir *SAHR News* 2021-01.

<https://unearthed.greenpeace.org/2022/11/11/jbs-cattle-brazils-biggest-deforester-amazon/>

La Cour suprême de Suède a décidé que la Suède peut poursuivre l'ancien directeur général de Lundin Energy, Alex Schneider, pour avoir "aidé et encouragé des crimes de guerre au Sud-Soudan en novembre 2021" et au Soudan dans la zone de concession pétrolière de Lundin entre 1997 et 2003, a rapporté l'ONG PAX. La Cour a déclaré : "Le lien avec la Suède est considéré comme suffisant pour qu'il y ait un intérêt légitime suédois dans l'administration de la justice." Schneider "était le responsable de la production de Lundin pendant les opérations de la société au Soudan" de février 1997 à mai 2003 ; les activités de la société pendant cette période "constituent le point central" de l'acte d'accusation. Pour le contexte, voir *SAHR News* 2021-01. <https://unpaiddebt.org/supreme-court-sweden-has-jurisdiction-over-lundinsalex-schneider/>

Quinze membres du journal *El Faro* du Salvador ont intenté une action en justice aux États-Unis contre la société de surveillance NSO Group, basée en Israël, "pour avoir prétendument conçu et déployé le logiciel espion Pegasus afin d'infiltrer les téléphones de 22 membres de l'organisation de presse", écrit *El Faro*. "Les plaignants demandent à la cour fédérale d'exiger que NSO Group identifie, renvoie et supprime toutes les informations obtenues par le biais de ces attaques, d'interdire à la société d'utiliser Pegasus sur les plaignants, et de lui ordonner de révéler son client derrière l'espionnage au Salvador." Pour le contexte, voir *SAHR News* 2022-03.

https://elfaro.net/en/202211/el_salvador/26559/15-Members-of-El-Faro-Sue-NSO-in-US-Federal-Court-for-PegasusHacks.htm?utm_source=substack&utm_medium=email

Changement climatique. "L'initiative pour la mobilité climatique en Afrique vise à fournir des recherches, des données et des projections qui éclairent les politiques et favorisent la coopération en faveur de solutions ancrées localement pour l'adaptation au climat dans les communautés à travers l'Afrique." Elle a publié un "modèle de mobilité climatique en Afrique pour prévoir les scénarios possibles de déplacement et de migration climatiques futurs jusqu'en 2050." L'Initiative a proposé huit actions pour les huit prochaines années, dont l'une consiste à prendre des mesures pour informer les populations des risques climatiques, notamment "Accroître la disponibilité de données météorologiques et climatiques localisées et opportunes, appartenant à des Africains, en améliorant les capacités de collecte, d'analyse et de prévision des données" et "Veiller à ce que les informations climatiques soient adaptées aux enfants, disponibles dans des langues que les minorités et les populations migrantes et déplacées comprennent et partagées par des canaux de communication accessibles".

La conférence des Nations unies sur le changement climatique (communément appelée COP27) s'est conclue par la promesse des pays riches de créer un fonds dédié aux "pertes et dommages" pour les pays vulnérables lésés par le changement climatique. Un professeur de l'université de Boston, dans *The Conversation*, a déclaré que l'accord pourrait être un "fonds placebo". D'importantes questions opérationnelles ne sont pas tranchées ; par exemple, quels documents seront nécessaires pour déterminer, premièrement, qu'une catastrophe est du type de celles qui seront couvertes par le fonds et, deuxièmement, quel niveau d'indemnisation sera fourni.

https://theconversation.com/cop27s-loss-and-damage-fund-for-developing-countries-could-be-a-breakthrough-or-another-empty-climate-promise-194992?utm_medium=email&utm_campaign=Science%20Editors%20Picks%20%20November%2023%202022%20-%202473024763&utm_content=Science%20Editors%20Picks%20%20November%2023%202022%20-%202473024763+CID_a6acc1e19186dd40902cc1e94f6df1da&utm_source=campaign_monitor_us&utm_term=COP27s%20loss%20and%20damage%20fund%20for%20developing%20countries%20could%20be%20a%20breakthrough%20%20or%20another%20empty%20climate%20promise

Génocide. "Le parlement allemand a déclaré que la famine qui a sévi en Ukraine dans les années 1930 sous la direction du dirigeant soviétique Joseph Staline était un génocide", rapporte DW. "Entre autres choses, la résolution de mercredi demande au gouvernement allemand d'œuvrer contre "toute tentative de diffuser un récit historique russe unilatéral" et de continuer à soutenir l'Ukraine en tant que victime de la guerre actuelle." Les archives nationales ukrainiennes détiennent des documents sur le génocide.

<https://www.dw.com/en/germany-declares-stalin-era-holodomor-famine-in-ukraine-a-genocide/a63944665>

Défenseurs des droits de l'homme. Les ONG Business and Human Rights Resource Center et Indigenous Peoples Rights International ont publié un rapport sur les "violations des droits et la criminalisation des actions menées contre les peuples autochtones dans le domaine climatique." Elles soulignent que bien que "les peuples autochtones représentent environ un individu sur 17 (6 %) de la population mondiale, près d'une attaque sur cinq (20 %) à l'échelle mondiale depuis 2015 a été perpétrées contre des défenseurs des droits humains autochtones." Entre janvier 2015 et août 2022, les ONG "ont suivi 883 attaques contre des défenseurs des droits humains autochtones, notamment des meurtres, des menaces, des détentions arbitraires et des poursuites stratégiques contre les participations publiques (SLAPPs)." La quasi-totalité (95 %) des attaques ont visé des défenseurs du climat, de la terre et de l'environnement, et 75 % des attaques ont eu lieu en Amérique latine.

https://media.business-humanrights.org/media/documents/Protector_not_prisoner_briefing_Final.pdf.

Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Dans *The Conversation*, un chercheur de l'université du Cap a déclaré que son "étude des populations déplacées et réfugiées en République démocratique du Congo (RDC), en Somalie et au Sud-Soudan a montré que les personnes déplacées à l'intérieur des frontières de leur pays couraient des risques particuliers". Il a constaté que "lorsque les gouvernements sont responsables des déplacements internes, la sensibilité de la question conduit souvent à tenter de garder secrets les déplacements. Cela affecte la collecte de données précises. En l'absence de données fiables, il est difficile pour les partenaires de l'aide et du développement de mettre en œuvre les principes directeurs du HCR relatifs à la responsabilité nationale dans la prévention des déplacements et la recherche de solutions durables.

https://theconversation.com/why-its-important-to-understand-the-unique-plight-of-internally-displaced-people-in-africa-150891?utm_source=twitter&utm_medium=bylinetwitterbutton

Dossiers médicaux. Des militants de la société civile et le All India Drug Action Network ont réussi à persuader le gouvernement indien de "publier les procès-verbaux des réunions du comité d'experts au cours desquelles les vaccins Covid-19 ont été examinés". Un examen par STAT des documents "détaillant les étapes" suivies en vue de l'approbation par le gouvernement indien du vaccin Covid élaboré par le gouvernement indien et la société pharmaceutique Bharat Biotech a révélé que "les régulateurs ont approuvé le vaccin, appelé Covaxin, malgré des divergences concernant le nombre de participants aux essais cliniques. En outre, des modifications discutables ont été apportées aux protocoles d'essai - qui sont des procédures établies pour tester un vaccin ou un médicament - afin d'accélérer le processus d'approbation."

https://www.statnews.com/2022/11/15/vaccine-covid19-india-bharat-covaxin-transparency-protocols/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=c254d3304f-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-c254d3304f-149736437

"L'empreinte carbone de la santé numérique va des dossiers médicaux et des ordonnances électroniques aux recommandations en ligne et à la chirurgie robotique", rapporte STAT. "Le développement des systèmes de soins numériques entraîne des coûts environnementaux en amont et en aval, qu'il s'agisse de l'augmentation de l'infrastructure informatique et du stockage des données ou de l'extraction et de l'élimination des matériaux pour un écosystème croissant d'appareils permettant les soins à distance". Zerina Lokmic-Tomkins, de l'université Monash (Australie), a déclaré : "L'un des principaux problèmes auxquels est confrontée la technologie de la santé numérique est en fait celui des données - la génération de données, leur volume et leur durée de stockage."

https://www.statnews.com/2022/11/22/telehealth-hospitals-carbon-emissions-climate/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=74b54c055a-Weekend_Reads_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-74b54c055a-149736437

Migration. L'émission "Africa Eye" de la *BBC* a produit un documentaire sur les événements survenus le 24 juin à la frontière entre le Maroc et l'enclave espagnole de Melilla, qui ont fait au moins 24 morts parmi les migrants (*Info Migrants* indique que l'ONU a estimé le nombre de morts à 37) et plus de 70 disparus. Le rapport de la *BBC* est étoffé de dizaines de vidéos provenant de sources privées et publiques qui montrent des migrants battus et maîtrisés. Selon le vice-président de l'Association marocaine des droits de l'homme, les corps des victimes n'ont pas été rendus à leurs familles mais enterrés - "Les autorités ont voulu enterrer les corps sans faire les enquêtes nécessaires et sans les identifier" - mais des sources de la *BBC* ont déclaré que les corps se trouvaient dans une morgue au Maroc. Le Maroc et l'Espagne ont tous deux ouvert des enquêtes sur les événements du 24 juin. La *BBC* a déclaré que le ministère espagnol de l'Intérieur a été accusé de "dissimuler des preuves cruciales de vidéosurveillance dans le cadre d'enquêtes officielles". Pour le contexte, voir *SAHR News* 2022-06.

<https://www.bbc.co.uk/news/extra/z8i55dsu8w/spain-morocco-border>
<https://www.infomigrants.net/en/post/44506/bbc-documentary-reveals-complicity-of-moroccan-spanish-authorities-in-melilla-tragedy>

Vie privée. La GSMA, "une association de l'industrie des réseaux mobiles et de la téléphonie cellulaire, a publié son rapport annuel qui montre qu'au début de l'année 2021, 157 pays "ont mis en œuvre des exigences d'enregistrement obligatoire des cartes SIM prépayées", rapporte Coda. L'enregistrement obligatoire signifie que les données que les clients fournissent pour un service de téléphonie mobile vont au gouvernement, et "relier un appareil à un individu est . . . utile pour que les régimes puissent tirer parti de la surveillance matérielle des citoyens" et les données "peuvent ensuite être utilisées pour construire des bases de données géantes." Le directeur de SAFEnet, une ONG indonésienne axée sur la sécurité de l'expression en ligne et hors ligne, a appelé "les organismes de réglementation des Nations unies, comme l'UIT [Union internationale des télécommunications], à introduire un nouveau processus d'identité numérique plus sûr pour tous", car "protéger la vie privée, c'est protéger la démocratie elle-même".

<https://www.codastory.com/authoritarian-tech/sim-card-registration-philippines-prepaid-mobile-phone/>

Wojciech Wiewiorowski, contrôleur européen de la protection des données, a déclaré que l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, Frontex, a communiqué les données des suspects de crimes transfrontaliers à l'agence européenne de maintien de l'ordre Europol", rapporte *BIRN*. Il a prévenu que la vie privée des personnes vulnérables "risque d'être profondément affectée".

<https://balkaninsight.com/2022/11/15/frontex-transmits-personal-data-of-migrants-to-europol/>

La Commission irlandaise de protection des données a infligé en 2021 une amende de 265 millions d'euros à Meta (anciennement Facebook) pour une violation de données concernant 533 millions d'enregistrements. Elle a fait valoir que Meta "n'a pas respecté l'obligation de la Commission générale de protection des données d'assurer la protection de la vie privée "par conception et par défaut", ce qui signifie que Meta a conçu ses produits de manière à ce que les données personnelles puissent être divulguées » selon *Politico*. Le siège européen de Meta se trouve en Irlande.

<https://www.politico.eu/article/data-protection-commission-is-fining-meta-e265-million/>

En juillet, Google s'est engagé à "supprimer les entrées relatives aux lieux jugés 'personnels', notamment les « établissements médicaux tels que les centres de conseil, les refuges pour victimes de violences domestiques, les cliniques d'avortement, les centres de fertilité, les centres de traitement de la toxicomanie, les cliniques d'amaigrissement et les cliniques de chirurgie esthétique", mais n'a pas précisé à quel rythme les données seraient supprimées. Le *Guardian* rapporte que le "groupe de défense des technologies Accountable Tech" a testé la promesse de Google en août et en octobre et "a découvert que les recherches d'itinéraires vers des cliniques d'avortement sur Google Maps, ainsi que les itinéraires empruntés pour visiter deux sites de Planned Parenthood, étaient stockés dans leur chronologie d'activité Google pendant des semaines après qu'elles aient eu lieu." Ces informations étaient toujours stockées au 29 novembre. Ce retard est particulièrement inquiétant car "toute information collectée par Google est potentiellement soumise à des demandes d'application de la loi", et Google a reçu près de 47 000 demandes d'application de la loi au cours d'une période de six mois en 2021.

<https://www.theguardian.com/world/2022/nov/29/abortion-rights-us-google-roe-dobbs>.

"Google a accepté de verser 391,5 millions de dollars à 40 États [américains] pour mettre fin à une enquête sur ses pratiques de géolocalisation", rapporte le *Washington Post*. Le procureur général de l'Oregon, qui a dirigé l'enquête, a déclaré : "Les consommateurs pensaient avoir désactivé les fonctions de géolocalisation sur Google, mais la société a continué à enregistrer secrètement leurs mouvements et à utiliser ces informations pour les annonceurs." Le règlement exige que Google cesse de cacher "des informations clés sur le suivi de la localisation" et qu'il "donne aux utilisateurs des informations détaillées sur les types de données de localisation" qu'il collecte et sur la manière dont elles sont utilisées.

<https://www.washingtonpost.com/technology/2022/11/15/google-privacy-settlement-location-data/>

TikTok, "l'application de vidéo sociale chinoise, met à jour sa politique de confidentialité pour confirmer que dans tous les pays y compris la Chine, le personnel est autorisé à accéder aux données des utilisateurs pour s'assurer que leur expérience de la plate-forme est "cohérente, agréable et sûre", rapporte le *Guardian*. Le responsable de la protection de la vie privée de TikTok en Europe a déclaré : "Nous autorisons certains employés de notre groupe au Brésil, au

Canada, en Chine, en Israël, au Japon, en Malaisie, aux Philippines, à Singapour, en Corée du Sud et aux États-Unis, à accéder à distance aux données des utilisateurs européens de TikTok." <https://www.theguardian.com/technology/2022/nov/02/tiktok-tells-european-users-its-staff-in-china-get-access-to-their-data>

L'agence des Nations unies chargée de l'information et des douanes (ICE) a déclaré "avoir publié par erreur sur son site web des données identifiant 6 252 demandeurs d'asile sous la protection de l'ICE", rapporte *Axios*. Le document a été disponible pendant environ cinq heures; "le groupe de défense des immigrants Human Rights First a été le premier à signaler la violation des données à l'ICE."

<https://www.axios.com/2022/11/30/ice-asylum-seekers-data-breach>

Rapatriement. Le *New York Times* a publié un article à la requête de l'Indonésie, qui souhaite que les Pays-Bas lui restituent les matériaux d'histoire naturelle prélevés sur les îles pendant la période de domination coloniale des Pays-Bas, notamment la calotte crânienne et le fémur de l'homme préhistorique de Java. "En réponse à cette demande, le ministère néerlandais de l'Éducation, de la Culture et des Sciences met en place une commission chargée de se prononcer sur cette question." Un porte-parole du ministère a déclaré : "Ce qui importe au gouvernement néerlandais est de déterminer comment ces matériaux sont arrivés dans les collections d'État", ajoutant que "si la commission détermine que 'nous les avons pris sans les acheter, et qu'il ne s'agissait pas de cadeaux, alors nous les rendrons'." Les archives des musées seront des ressources essentielles pour le comité.

<https://artdaily.com/news/151657/Dispute-over-Java-Man-raises-a-question--Who-owns-prehistory-#.Y5tSfp7MKUk>

Entre-temps, deux pétitions, l'une organisée par le doyen de l'Académie arabe des sciences, de la technologie et du transport maritime d'Égypte (4 200 signatures) et l'autre par Zahi Hawass, ancien ministre égyptien des antiquités (plus de 100 000 signatures), demandent au Royaume-Uni de restituer la célèbre pierre de Rosette à l'Égypte. "Après l'occupation militaire de l'Égypte par Napoléon Bonaparte, des scientifiques français ont découvert la pierre en 1799 dans la ville de Rashid, au nord du pays, connue par les Français sous le nom de Rosette. Lorsque les forces britanniques ont vaincu les Français en Égypte, la pierre et plus d'une douzaine d'autres antiquités ont été remises aux Britanniques en vertu d'un accord de capitulation conclu en 1801 entre les généraux des deux camps", d'après les explications d'*AP*. Hawass soutient que l'Égypte n'a pas eu son mot à dire dans l'accord de 1801 ; le musée n'est pas d'accord, affirmant que le traité de 1801 comporte la signature d'un amiral ottoman qui a combattu aux côtés des Britanniques contre les Français (le sultan ottoman d'Istanbul était nominalement le souverain de l'Égypte au moment de l'invasion de Napoléon).

https://apnews.com/article/travel-middle-east-africa-fb5af71b4a8b75d6f99f08fce9743cf3?user_email=f553fa26cd5d27697a335ab74c22a11c9b48c47784712d14145ae3c0ed4aad10&utm_source=Sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=Nov30_MorningWire&utm_term=Morning%20Wire%20Subscribers

Il y a enfin le cas des crânes. Le Musée de l'Homme à Paris possède une collection de "18 000 crânes comprenant les restes de chefs de tribus africaines, de rebelles cambodgiens et de peuples indigènes d'Océanie", écrit le *New York Times*. Les documents du musée obtenus par le *Times* comprennent "un mémo confidentiel [qui] indique que la collection comprend les ossements de

Mamadou Lamine, un chef musulman d'Afrique de l'Ouest du XIXe siècle qui a mené une rébellion contre les troupes coloniales françaises ; une famille d'Inuits canadiens exposée dans un zoo humain à Paris en 1881 ; et même cinq victimes du génocide arménien au milieu des années 1910". S'il dispose d'une base de données de la collection, "le musée n'a publié qu'une version en ligne simplifiée de sa base de données de crânes, ne livrant aucun nom ou détail biographique, même si la liste vue par le *Times* contient ces informations sur des centaines de restes."

<https://artdaily.com/news/152160/A-Paris-museum-has-18-000-skulls--It-s-reluctant-to-say-whose-#.Y5vJL57MKUk>

Technologie. Le Comité international de la Croix-Rouge a publié un rapport intitulé "Digitalizing the Red Cross, Red Crescent, and Red Crystal emblems" (numérisation des emblèmes de la Croix-Rouge, du Croissant-Rouge et du Cristal Rouge), dans lequel il propose un emblème numérique "pour signaler à quiconque tente de pénétrer ou d'attaquer" les systèmes informatiques de la Croix-Rouge "que les systèmes et les données qu'ils contiennent sont protégés de toute atteinte en vertu du droit humanitaire international en temps de conflit armé".
<https://www.icrc.org/en/document/icrc-proposes-digital-red-crosscrescent-emblem-signal-protection-cyberspace>

Le site web de Wikileaks "se bat pour rester en ligne", rapporte *Daily Dot*. "Bien que WikiLeaks se soit longtemps vanté d'avoir publié plus de 10 millions de documents en 10 ans, à l'heure actuelle, moins de 3 000 documents restent accessibles, selon une analyse par le *Daily Dot* des archives des documents divulgués sur le site."

<https://www.dailydot.com/debug/wikileaks-website-assange-hacked-documents/>

Seconde Guerre mondiale. Un outil d'intelligence artificielle créé par Daniel Platt, ingénieur logiciel chez Google, "pourrait être la clé pour mettre des noms sur certains des nombreux visages, victimes et survivants, figurant sur des centaines de milliers de photographies historiques" de l'époque de la Seconde Guerre mondiale, rapporte la *BBC*. Le site internet de Platt, *Numbers to Names*, utilise la technologie de reconnaissance faciale pour analyser le visage d'une personne. Il effectue ensuite des recherches dans les photos d'archives [numérisées] pour trouver des correspondances potentielles". Les images numériques mises en ligne par les archives du monde entier sont la clé pour que la correspondance fonctionne.

<https://www.bbc.com/news/technology-63483694>

<https://www.yahoo.com/now/stranger-called-had-photos-her-225759085.html>

"Le Center for Jewish History, basé à New York, lance le projet de réunion par l'ADN, en proposant gratuitement des kits de test ADN par le biais d'une application sur son site web", rapporte *AP*. Les personnes qui utilisent les kits ont également la possibilité d'obtenir des conseils sur les étapes suivantes auprès de généalogistes spécialisés dans l'histoire juive. Selon l'un de ces généalogistes, "L'avènement de la technologie de l'ADN a ouvert un nouveau monde de possibilités, qui s'ajoutent aux traces écrites et aux archives que les survivants de l'Holocauste et leurs descendants ont utilisées pour connaître les liens familiaux rompus par le génocide."

<https://abcnews.go.com/Technology/wireStory/holocaust-survivors-offered-dna-tests-find-family-94192787>

Les archivistes de la Radio tchèque ont découvert dans leurs fonds "1 300 disques d'enregistrements du procès de 1946 avec Karl Hermann Frank, qui était responsable des forces de sécurité nazies pendant l'occupation de la Bohême et de la Moravie", rapporte *Radio Prague International*. Frank "a joué un rôle déterminant dans des événements tels que l'extermination des villages de Lidice et Lezaky en 1942". Les disques sont en cours de numérisation ; ils contiennent environ 80 heures d'archives. "Les disques contiennent de nombreux témoignages

qui ont été fournis au cours du procès", y compris ceux d'étudiants qui ont été arrêtés puis envoyés dans des camps de concentration et d'un homme qui "a mis sur pied l'escouade SS qui a exécuté neuf dirigeants sélectionnés du mouvement étudiant". Merci à Perrine Canavaggio pour le lien.

<https://english.radio.cz/recordings-trial-chief-symbol-nazi-occupation-k-h-frank-being-restored-8767613>

Nouvelles nationales.

Afghanistan. Les juges de la Cour pénale internationale "ont décidé que le procureur Karim Khan pouvait reprendre ses enquêtes sur les atrocités en Afghanistan, une enquête qui avait été suspendue pendant plus de deux ans", a rapporté Reuters. Les juges ont déclaré que l'approbation avait été donnée parce que le gouvernement afghan "ne mène pas actuellement de véritables enquêtes" sur les crimes présumés. Les juges ont souligné que "la présente autorisation concerne tous les crimes et acteurs présumés", y compris les talibans, les forces gouvernementales afghanes et les forces américaines. Il n'est pas clair si l'ISIS-K fera l'objet d'une enquête, car la demande d'ouverture de l'enquête du procureur de 2017, sur laquelle se fonde la nouvelle autorisation, ne mentionnait pas ce groupe.

<https://www.reuters.com/world/asia-pacific/judges-give-green-light-icc-prosecutor-resume-afghanistan-probe-2022-10-31/>

Dix experts de l'ONU, dont le rapporteur spécial sur l'Afghanistan, ont déclaré que le traitement des femmes et des filles par l'actuel gouvernement taliban pourrait constituer une "persécution fondée sur le sexe" aux termes du statut de la Cour pénale internationale, a rapporté Reuters. Un porte-parole du HCDH a déclaré que "le bureau avait documenté de nombreuses" flagellations publiques en novembre ", dont celle d'une femme et d'un homme fouettés 39 fois chacun pour avoir passé du temps seuls ensemble en dehors du mariage".

<https://www.reuters.com/world/asia-pacific/talibans-treatment-women-may-be-crime-against-humanity-un-experts-2022-11-25/>

Brésil. Agissant au nom des exploitants des terres rurales, des avocats ont déposé un dossier de 35 pages auprès de la Cour pénale internationale demandant "une enquête sur un 'réseau' colossal d'hommes politiques, de responsables commerciaux, de lobbyistes de l'industrie et de gangs criminels pour des crimes présumés contre l'humanité commis contre les peuples autochtones et d'autres communautés traditionnelles dans la partie brésilienne de l'Amazonie », a rapporté *Inside Climate News*. Le dossier est basé sur "plus d'une décennie de recherches menées par des organisations de défense des droits de l'homme et des institutions gouvernementales, notamment le département d'État américain et le bureau du procureur général du Brésil". Il mentionne "400 meurtres, 500 tentatives de meurtre, 2200 menaces de mort, 2000 agressions, 80 cas" de torture et 100 000 crimes contre la propriété comme le rasage de maisons de 2011 à 2022. » Un dossier confidentiel séparé nomme les auteurs présumés.

<https://insideclimatenews.org/news/09112022/brazil-amazon-crimes-against-humanity/>

L'Institut national brésilien de recherche spatiale a déclaré que ses systèmes de surveillance montrent que "la forêt tropicale a perdu une superficie à peu près de la taille du Qatar, quelque 11 600 kilomètres carrés (4 500 miles carrés) au cours des 12 mois d'août 2021 à juillet 2022", a rapporté *AP*.

https://apnews.com/article/jair-bolsonaro-forests-brazil-middle-east-deforestation-863224be226725da06db7768b305c3ea?emci=80d68673-8d71-ed11-819c-000d3a9eb474&emdi=75eb2585-8e71-ed11-819c-000d3a9eb474&ceid=4606001&utm_source=substack&utm_medium=email

Burkina Faso. "Le 26 septembre, un convoi civil accompagné d'une escorte militaire a cherché à réapprovisionner la ville assiégée de Djibo", a écrit Bellingcat, mais le convoi "a été pris en embuscade et au moins 27 soldats et 10 civils ont été tués". Le groupe militant lié à Al-Qaïda Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM) "a revendiqué la responsabilité de l'attaque et a publié sur les réseaux sociaux des images qui auraient montré l'incident et ses conséquences". Un chercheur de l'Armed Conflict Locations & Event Data Project (ACLED) a demandé à Bellingcat s'il pouvait utiliser des images satellites pour montrer les restes des véhicules du convoi ; il l'a fait et a également pu "vérifier la vidéo publiée par JNIM et confirmer qu'elle a été tournée sur les lieux de l'embuscade du 26 septembre".

<https://www.bellingcat.com/news/2022/11/18/five-kilometres-of-destruction-satellite-imagery-reveals-extent-of-damage-to-civilian-convoy-in-burkina-faso/>

Chili. Le président Gabriel Boric a annoncé la création d'une "commission spéciale dont le mandat sera de proposer des mécanismes pour restituer au peuple mapuche les terres qu'il a historiquement réclamées", a rapporté *teleSUR*. Il a déclaré qu'un cadastre serait réalisé qui prendrait en compte toutes les terres qui ont été usurpées par l'État chilien à partir du XIXe siècle". Les registres fonciers, la cartographie et les titres de propriété seront nécessaires pour réaliser le registre.

https://www.telesurenglish.net/news/Chilean-President-Plan-to-Restitute-Lands-Claimed-by-Mapuche-20221111-0019.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=12

Egypte. « La Commission égyptienne des droits et des libertés (ECRF) a partagé des documents avec Human Rights Watch sur les détentions de près de 700 personnes dans 18 gouvernorats entre le 1er octobre et le 14 novembre 2022 », alors que l'Égypte se préparait à accueillir le sommet des Nations Unies sur le climat (COP 27). "L'ECRF a déclaré qu'environ 40 des personnes détenues n'ont pas été traduites devant des responsables du parquet, et leur sort reste inconnu plusieurs jours après leur arrestation".

<https://www.hrw.org/news/2022/11/16/egypt-detentions-repression-follow-protest-calls>

Ethiopie. Le 2 novembre, les dirigeants du gouvernement fédéral et les forces du Tigré ont signé un accord de paix après plus de deux ans de guerre brutale. Amnesty International a déclaré : « La signature d'un accord de paix mercredi est un pas dans la bonne direction, mais des progrès supplémentaires doivent être faits pour remédier au déficit de responsabilité qui a marqué le conflit depuis qu'il a commencé. Toutes les parties à la guerre ont commis des abus innombrables, notamment des exécutions extrajudiciaires massives et des violences sexuelles contre les femmes et les filles. Ces crimes épouvantables ne peuvent pas simplement être effacés... Pour garantir la justice pour les victimes et les survivants d'atrocités, les autorités éthiopiennes doivent permettre un accès sans entrave aux enquêteurs des droits de l'homme, y compris à la Commission internationale d'experts des droits de l'homme sur l'Éthiopie mandatée par l'ONU.

<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/11/ethiopia-peace-agreement/>

Le Conseil administratif militaire provisoire, connu sous le nom de Derg, était la junte militaire qui a gouverné l'Éthiopie de 1974 à 1987. Des chercheurs universitaires en Belgique et en Éthiopie ont annoncé avoir obtenu des photographies d'un "document de communication de

1984 entre le commandement militaire du Derg et le ministère de la Défense" ... où ils déplorent que la population de [régions de l'ouest de l'Éthiopie] Welkait et Tsegede soutiennent le TPLF [Front de libération du peuple du Tigré], parce que les gens parlent le tigrinya. Les chercheurs pensent que le document est authentique mais n'ont pas révélé le nom des archives où il se trouve parce que "l'affichage du nom de l'institution d'archives peut entraîner la destruction du rapport". Un analyste a déclaré que le document est "une preuve vitale que le Tigré occidental appartient au Tigré".

https://www.researchgate.net/publication/365768050_Top-secret_internal_communication_by_DERG_regarding_the_population_of_Welkait_and_Tsegede_Western_Tigray_Ethiopia_1984

Guatemala. Le juge chargé de l'affaire « Death Squad Dossier » (Diario Militar), Miguél Ángel Gálvez, a démissionné et a fui le pays, ont rapporté Jo-Marie Burt et Paulo Estrada dans *El Faro*. Pour le contexte, voir SAHR News 2022-05.

https://elfaro.net/en/202211/opinion/26471/Clandestine-Structures-in-Guatemala-Consummate-Witch-Hunt-against-Judge-of-%E2%80%9CDeath-Squad-Dossier%E2%80%9D-Case.htm?utm_source=DB+El+Faro_English&utm_campaign=6bdd130679-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_22_01_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_3ec9190c89-6bdd130679-363082696

Guinée. Le procès de 11 hommes accusés d'avoir dispersé un rassemblement gouvernement-opposition le 28 septembre 2009, qui a provoqué plus de 150 morts et le viol d'une centaine de femmes, est devenu un « phénomène médiatique », rapporte *justiceinfo.net*. Le radiodiffuseur d'État dispose de trois caméras qui filment en continu, et trois chaînes de télévision privées sont également présentes.

Les Guinéens suivent le procès "qu'ils soient au café, au bureau ou qu'ils marchent dans la rue", et on dit en plaisantant que le procès "a provoqué une baisse de l'activité économique". Préserver la couverture vidéo et audio sera une contribution importante à l'histoire du pays.

https://www.justiceinfo.net/en/108916-september-28-trial-conakry-like-tv-series.html?mc_cid=4249d178d3&mc_eid=cac5f32aeb

Honduras. Le 7 novembre, la police et l'armée du Honduras « ont violemment expulsé la communauté garifuna de Punta Gorda, Roatan, défiant les droits fonciers ancestraux promis par la loi hondurienne depuis 1995 », a écrit *El Faro*. La commune a été fondée en 1797, "ce qui en fait la plus ancienne colonie du peuple Carib-Arawak dans ce qui est aujourd'hui le Honduras". La famille Norman Jones "qui prétend être propriétaire du terrain depuis 1950" a déposé la demande de retrait le 10 septembre. Lorsque le Honduras a ratifié la Convention 169 de l'OIT en 1995, il « a accordé aux Garifunas et aux peuples autochtones le droit à la terre ancestrale ». L'avocat hondurien des droits de l'homme, Joaquin Mejia, a déclaré : « Le fait que les Garifuna n'aient pas encore obtenu de titre foncier ancestral n'est pas de leur faute. C'est celle du gouvernement, qui n'a pas respecté son obligation de délivrer les actes.

https://elfaro.net/en/202211/centroamerica/26468/Under-Xiomara-Castro-Honduran-Garifunas-Receive-JOH-Style-Military-Eviction.htm?utm_source=substack&utm_medium=email

Iran. Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a créé une mission d'enquête sur les manifestations qui ont commencé en Iran le 16 septembre. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Turk, a déclaré que le HCDH avait reçu "de multiples communications" de l'Iran, y compris au sujet d'enquêtes nationales sur les événements, mais que celles-ci "n'ont pas respecté les normes internationales d'impartialité, d'indépendance et de transparence". Selon les

informations reçues au HCDH au 24 novembre, plus de 300 personnes ont été tuées lors de manifestations, dont au moins 40 enfants, et au moins 15 000 arrêtées.

<https://news.un.org/en/story/2022/11/1131022>

Japon. Le Japon a commencé à délivrer des certificats de partenariat aux couples de même sexe, "leur permettant d'être traités pour la première fois comme des couples mariés pour certains services publics, mais sans atteindre l'égalité du mariage", a rapporté la *BBC*.
<https://www.bbc.com/news/world-asia-63468752>

Mexique. Le mécanisme spécial de suivi de l'affaire Ayotzinapa de la Commission interaméricaine des droits de l'homme a publié son troisième rapport. Il a déclaré que : "Le Mexique a toujours l'obligation internationale de fournir une explication satisfaisante sur le sort ou le lieu où se trouvent les 43 étudiants." Il a accusé l'armée de dissimuler des preuves et a déclaré que le gouvernement n'avait pas réussi à supprimer "les structures persistantes au sein de l'appareil d'État qui cherchaient à dissimuler le crime", a rapporté *Reuters*. Pour le contexte, voir SAHR News 2022-10.

https://www.oas.org/es/cidh/gie/ayotzinapa/mesa/docs/Informe_MESA_2022.pdf;

https://www.reuters.com/world/americas/americas-rights-body-turns-up-heat-mexico-over-missing-students-2022-11-15/?emci=422f57e0-ca65-ed11-ade6-14cb65342cd2&emdi=8d621ddb-cb65-ed11-ade6-14cb65342cd2&ceid=4606001&utm_source=substack&utm_medium=email

Birmanie. L'Institute for Strategy and Policy–Myanmar a signalé qu'au 2 novembre « au moins 1 650 661 personnes avaient été forcées de fuir le conflit dans les régions...au cours des plus de 21 mois qui se sont écoulés depuis que l'armée a pris le pouvoir au Myanmar », a rapporté *RFA Burmese*. "Selon les données recueillies par RFA, les autorités du Myanmar ont arrêté au moins 992 Rohingyas qui ont tenté de fuir leur domicile entre décembre 2021 et mi-octobre 2022. Parmi eux, 223 ont été condamnés à entre deux et cinq ans de prison dans le cadre de la loi sur l'immigration de la Birmanie.

<https://www.rfa.org/english/news/myanmar/refugees-11162022182447.html>

Nicaragua. Le ministère de l'Intérieur a fermé 100 ONG le 4 novembre, 100 autres le 10 novembre et 100 autres le 16 novembre, a rapporté *CrisisWatch*, portant le « nombre total d'ONG interdites depuis décembre 2018 à environ 2900 ».

<https://www.crisisgroup.org/crisiswatch#overview>

Russie. Le 11 septembre, deux organisations russes de défense des droits humains, le Moscow Helsinki Group et Kaliningrad Regional Ecozaschita ! et 18 citoyens russes (« la plupart anonymes pour des raisons de sécurité ») ont déposé la « toute première affaire climatique russe devant la Cour suprême », a rapporté *justiceinfo.com*. "Le rapport scientifique annexé au procès soutient la conclusion que les décès prématurés ainsi qu'une augmentation des maladies respiratoires, des maladies cardiovasculaires, des allergies, des coups de chaleur, sont tous étroitement liés à la détérioration de l'environnement naturel russe." Quatre communautés autochtones de l'Arctique et de la Sibérie sont représentées dans l'affaire. L'affaire a été classée en dix jours, la décision d'appel est attendue le 8 décembre.

https://www.justiceinfo.net/en/108576-cop-27-russian-activists-dare-take-kremlin-court.html?mc_cid=8d82eb5955&mc_eid=cac5f32aeb

Somalie. « Selon les derniers chiffres de l'ONU, au moins 613 civils ont été tués et 948 blessés depuis le début de l'année ; c'est le nombre le plus élevé depuis 2017 et une augmentation de

plus de 30 % par rapport à l'année dernière. La plupart des victimes, 315 tués et 686 blessés, sont dues à des engins explosifs improvisés (EEI), dont au moins 94 % ont été attribués à Al-Shabaab », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Turk. Outre le « ciblage délibéré de civils », au 14 novembre, des informations recueillies par le HCDH indiquaient que « ces derniers mois, Al-Shabaab a détruit de nombreux puits et en a empoisonné un autre dans la région de Hiraan, à un moment où les Somaliens sont confrontés à des difficultés extrêmes en raison de la sécheresse dans de nombreuses régions du pays. Al-Shabaab a également détruit une partie de la berge de la rivière Shabelle, des maisons, un pont, les antennes de télécommunication et 11 écoles », ce que Turk a qualifié de « destruction gratuite » et a déclaré que cela constituait des crimes de guerre au regard du droit international. <https://www.ecoi.net/en/document/2082042.html>

Afrique du Sud. La Haute Cour du Cap occidental a entendu l'enquête rouverte sur la mort de l'imam Abdullah Haron, un militant anti-apartheid et chef religieux décédé en garde à vue en 1969, a rapporté un éditorial du *Daily Maverik*. « La première enquête sur la mort de Haron, qui a eu lieu en 1970, a conclu qu'il était décédé d'une ischémie myocardique (rétrécissement des artères menant au cœur), provoquée par une chute dans un escalier alors qu'il était en garde à vue. Cependant, la famille de Haron a cru et continue de croire qu'il a été torturé et tué par des agents de la branche de la sécurité. La Commission Vérité et Réconciliation d'Afrique du Sud a conclu que dans le cas de l'imam Haron, il y a eu une violation des droits de l'homme et a transmis l'affaire à l'Autorité nationale des poursuites (NPA) pour complément d'enquête ; cependant, à la réception du dossier, comme dans 300 autres cas, "le NPA est resté les bras croisés". Merci à Graham Dominy pour le lien. <https://www.dailymaverick.co.za/article/2022-11-21-reopened-inquest-into-death-of-imam-abdullah-haron-casts-major-doubt-over-first-inquest-findings/>

Soudan du sud. Yasmin Sooka, présidente de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies au Soudan du Sud, a déclaré lors d'une conférence à Londres : « Nulle part dans le monde vous ne trouverez autant de femmes qui vivent un conflit en étant violées collectivement à plusieurs reprises, année après année depuis 2013, rejetées et stigmatisés, souffrant en silence, tandis que les hommes responsables sont promus et récompensés. La Commission a déclaré qu'elle "avait des motifs raisonnables de croire qu'au début de cette année, un commissaire de comté nommé par le gouvernement dans l'État d'Unity, riche en pétrole, était présent pour superviser des viols collectifs systématiques sur un site de cantonnement". La Commission a, au cours des six dernières années, "interrogé méticuleusement plus d'un millier de témoins et de victimes" pour "collecter et conserver des preuves à utiliser dans un futur tribunal hybride, dont la mise en place a été retardée pendant de nombreuses années". <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/11/un-experts-call-south-sudan-investigate-top-government-officials-their-role>

Dans un rapport intitulé “*NO CHOICE BUT TO FLEE – Starvation and Displacement in Central Equatoria, South Sudan,*” (*LA FUITE POUR SEUL CHOIX - Famine et déplacement dans l'État d'Equatoria central, Soudan du Sud*), le cabinet d'avocats Global Rights Compliance (GRC) a exhorté la communauté internationale à contribuer à mettre fin au crime de famine délibérée commis principalement par les forces gouvernementales du Soudan du Sud, contre les citoyens de ce pays. « Le rapport constate que toutes les parties au conflit ont commis des violations généralisées des droits de l'homme et du droit international humanitaire (DIH), notamment des incendies et des destructions systématiques et à grande échelle de maisons et de

biens, privant les civils d'objets indispensables à leur survie... mais aussi par la dévastation des cultures vivrières et des marchés, et en empêchant l'accès humanitaire aux plus vulnérables. Le rapport est étayé par une enquête médico-légale de renseignement en accès public menée par le Centre pour la résilience de l'information. Le GRC a exhorté le Conseil de sécurité de l'ONU « à déférer la situation au Soudan du Sud à la Cour pénale internationale (CPI) pour qu'elle mène une enquête approfondie sur les crimes internationaux présumés commis » ou, ou, à défaut, à ce que la CPI "ouvre immédiatement un examen préliminaire de la situation au Sud-Soudan".
<https://globalrightscompliance.com/2022/11/24/coming-soon-starvation-as-a-method-of-warfare-in-south-sudan-a-report/>

Syrie. « Le Réseau syrien pour les droits humains (SNHR) a publié son 11e rapport annuel sur les violations à l'encontre des femmes en Syrie. Publié à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le rapport révèle que pas moins de 28761 femmes ont été tuées en Syrie depuis mars 2011, dont 94 du fait de la torture, tandis que 11141 femmes sont toujours arrêtées/détenues. En outre, 11526 incidents de violence sexuelle contre des femmes ont été documentés, la plupart de ces violations étant le fait du régime syrien. Le rapport s'appuie sur les archives du SNHR qui ont été constituées grâce à la surveillance quotidienne et continue des violations notamment les exécutions extrajudiciaires, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, la torture, le recrutement, les violences sexuelles et les attaques à l'aide de divers types d'armes depuis mars 2011 ». <https://snhr.org/blog/2022/11/25/on-the-international-day-for-the-elimination-of-violence-against-women-snhrs-11th-annual-report-on-violations-against-females-in-syria/>

À l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance, le 20 novembre, le SNHR a publié son 11e rapport annuel sur les violations à l'encontre des enfants en Syrie. Il a indiqué que « pas moins de 29894 enfants ont été tués en Syrie depuis mars 2011, dont 182 enfants morts sous la torture, tandis que 5162 enfants sont toujours détenus et/ou ont subi une disparition forcée. Le SNHR a déclaré que les forces du régime syrien sont responsables de la mort de près de 23000 enfants; les forces russes ont tué 2046 enfants.

<https://snhr.org/blog/2022/11/20/on-world-childrens-day-snhrs-11th-annual-report-on-violations-against-children-in-syria/>

Le SNHR a également publié un document intitulé "Breaking Down the Amnesty Decrees Issued by the Syrian Regime Between March 2011 and October 2022" (Enfreindre les décrets d'amnistie émis par le régime syrien entre mars 2011 et octobre 2022), qui indique que « bien qu'un total de 7531 détenus arrêtés arbitrairement aient été libérés en vertu des décrets émis par le régime syrien, environ 135253 sont toujours détenus et/ou disparus de force.

Le rapport "présente les résultats de l'analyse effectuée par l'équipe du NHR des décrets d'amnistie législative relatifs à la grâce des détenus qui se trouvaient auparavant dans les centres de détention du régime syrien, tous ces documents ayant été soigneusement recoupés avec les archives constamment mises à jour de la SNHR. Le rapport concerne uniquement les arrestations que nous avons documentées et qui ont coïncidé avec les décrets d'amnistie et les libérations liées à ces arrestations telles que documentées dans la base de données du SNHR, et ne concerne aucune autre libération non liée aux décrets d'amnistie. Il « s'appuie sur des entretiens que nous avons menés avec d'anciens détenus qui ont été libérés à la suite des décrets d'amnistie, et avec des détenus qui sont toujours incarcérés dans des prisons civiles à travers la Syrie ... ainsi qu'avec les familles des détenus et des personnes disparues de force victimes d'opérations frauduleuses liées aux décrets d'amnistie. Le rapport contient huit témoignages de première main provenant de toute la Syrie.

<https://snhr.org/blog/2022/11/16/breaking-down-the-amnesty-decrees-issued-by-the-syrian-regime-between-march-2011-and-october-2022/>

Turquie. « Un rapport de la Fédération des associations de femmes de Turquie (TKDF) indique que le féminicide et la violence à l'égard des femmes continuent d'être des problèmes majeurs en Turquie », a rapporté *Turkish Minute*. Le rapport, basé sur des articles de journaux et des médias Internet, indique qu'au moins 327 femmes ont été tuées par des hommes du 1er janvier au 11 novembre, la plupart par des partenaires et dans les grandes villes. <https://www.turkishminute.com/2022/11/26/femicide-remains-a-major-problem-in-turkey-report/>

Émirats Arabes Unis. "Le ministère des Ressources humaines et de l'Émiratisation (Mohre) a enregistré 26104 violations du droit du travail alors que les inspecteurs ont effectué 485000 visites dans des installations du secteur privé à travers les Émirats arabes unis entre janvier et octobre 2022", a rapporté *Khaleej Times*. Environ 22000 cas concernaient "le non-respect des procédures de délivrance du contrat de permis de travail et des installations qui n'exercent pas leurs activités autorisées" et "environ 30 cas concernaient des travailleurs signant de faux documents attestant qu'ils avaient reçu leur salaire et des données incorrectes saisies dans le système de protection des salaires" (WPS) pour contourner les dispositions. <https://www.khaleejtimes.com/jobs/uae-ministry-detects-nearly-3000-cases-of-salary-payment-violations-in-10-months>

Royaume-Uni. Le Metropolitan Police Service (MPS) de Londres, face à une contestation juridique, "a accepté de procéder à une refonte complète" de sa base de données secrète et controversée sur les gangs "et a déjà retiré plus de 1100 personnes de la matrice, soit 65% de toutes les personnes répertoriées », a rapporté *Computer Weekly*. « Le MPS a maintenant admis que les Noirs sont représentés de manière disproportionnée dans la matrice, et que les efforts pour y remédier n'ont pas fonctionné, le dernier examen de la base de données montrant que 80% des noms étaient ceux de personnes noires. Parmi les personnes reconnues coupables d'infractions liées à la violence grave chez les jeunes, seulement 27 % sont noires. https://www.computerweekly.com/news/252527243/Met-police-removes-nearly-two-thirds-of-people-from-Gangs-Matrix?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=context-dataveillance

États-Unis. Une équipe de chercheurs a rapporté dans *Nature Communications* qu'"Une exposition inégale aux métaux toxiques dans l'air [est] associée à la race, à l'ethnicité et à la ségrégation aux États-Unis". Pour être plus positif, ils ont "cependant trouvé des preuves que ces expositions disproportionnées peuvent être réduites grâce à une action réglementaire ciblée". Pour cette recherche, ils "ont acquis des mesures de surveillance de surface du réseau de spéciation chimique (CSN) de l'Agence de protection de l'environnement et de la surveillance interagence des environnements visuels protégés (IMPROVE) pour plusieurs métaux à particules fines", et ont utilisé la base de données environnementale Federal Land Manager et les données du Bureau de recensement des États-Unis.

Après qu'un lanceur d'alerte a déclaré qu'un médecin engagé par le centre de détention du comté d'Irwin en Géorgie "avait pratiqué des interventions gynécologiques sur des détenus sans leur consentement", l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) des États-Unis a cessé d'utiliser l'établissement. Le Sénat a alors ordonné une enquête, et "les enquêteurs du Sénat ont examiné des centaines de milliers de pages de dossiers médicaux et de documents connexes, et ont déterminé que les immigrants du centre du comté d'Irwin avaient été soumis à des échographies transvaginales, injections contraceptives et opérations de dilatation et de curetage inutiles". Un

responsable du Sénat a déclaré à Bloomberg Law que le rapport du Sénat "met en évidence les échecs répétés des responsables de la détention à obtenir le consentement éclairé des détenus et l'échec de l'ICE à contrôler les prestataires de soins médicaux et à garantir les droits humains fondamentaux des détenus".

https://news.bloomberglaw.com/daily-labor-report/detained-immigrants-faced-invasive-medical-care-probe-finds?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=221116

États-Unis/New Jersey. Le gouverneur "a signé un décret selon lequel tous les ordres de changement de nom déposés auprès du Département du Trésor de l'État après 1948 sont exemptés de l'Open Public Records Act", a rapporté *NJ.com*. Liant cette mesure à la protection des résidents transgenres, il a déclaré que l'exemption "aidera à protéger la vie privée et soutiendra les habitants du New Jersey qui souhaitent changer de nom sans craindre pour leur sécurité".

<https://www.nj.com/politics/2022/11/name-changes-in-nj-no-longer-open-to-the-public-under-murphy-order-to-benefit-transgender-residents.html>

Publications.

IT for Change, *State of Big Tech 2022: Dismantling Digital Enclosures*: <https://projects.itforchange.net/state-of-big-tech/>

"Two Decades of Gauging Public Opinion – Looking Back at Afrobarometer’s Remarkable Journey," *allAfrica*: https://allafrica.com/stories/202211110288.html?utm_source=substack&utm_medium=email

Chris Fleet, "Technology Watch Guidance Note, *Understanding user needs: A case study from the National Library of Scotland*," **The Digital Preservation Coalition**: <https://www.dpconline.org/news/twgn-user-needs-case-study-gen>

Clint Smith, "Monuments to the Unthinkable: America still can't figure out how to memorialize the sins of our history. What can we learn from Germany?" *The Atlantic*:

https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2022/12/holocaust-remembrance-lessons-america/671893/?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=221115

Franz Wild, Ed Siddons, Simon Lock, Jonathan Calvert, George Arbuthnott, "Inside the global hack-for-hire industry," *The Bureau of Investigative Journalism*: <https://www.thebureauinvestigates.com/stories/2022-11-05/inside-the-global-hack-for-hire-industry>

N'hésitez pas à nous faire part de vos nouvelles ! trudy@trudypeterson.com

Pour consulter les numéros précédents, voir <https://www.ica.org/en/sahr-newsletters>

La Section des archives et des droits de l'homme est reconnaissante au magazine d'archives italien en ligne *Il Mondo degli Archivi* de s'occuper de la distribution des *SAHR News*. Pour vous abonner aux *News*, saisissez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici :

<https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Cette Lettre d'information est publiée sous une licence *Creative Commons*. N'hésitez pas à la faire circuler et à la réutiliser à des fins non commerciales.